

Euro 2020 : l'UEFA croit toujours en la Belgique

■ Malgré les obstacles, les pontes du foot européen se disent confiants dans la construction du stade national pour 2020.

Le gouvernement flamand semble avoir décidé de débrancher la prise dans le dossier du stade national. Ben Weyts (N-VA), ministre flamand en charge de la périphérie bruxelloise, a estimé que le dossier n'était plus assez solide pour autoriser la vente de deux terrains au promoteur Ghelamco – deux terrains appartenant à la Flandre mais nécessaires pour aménager l'accès au futur stade ("La Libre" de mercredi).

Cette nouvelle tuile hypothèque la construction du stade à temps pour l'Euro 2020 de foot, mais ne semble pas (encore) inquiéter l'UEFA. Cette instance peut à tout moment constater que la Belgique, faute de stade aux normes internationales, n'est pas en mesure d'accueillir la compétition et s'adresser à une autre ville européenne. "Nous analysons de près les développements en Belgique pour ce qui concerne la construction de l'Eurostadium à Bruxelles, livre diplomatiquement le service de communication de l'UEFA, sollicité par "La Libre". Malgré les retards, nous restons confiants quant à la participation de la Belgique à l'Euro 2020."

Pour l'heure, les contacts sont donc maintenus avec l'Union belge de foot. Les trois matchs attribués à la Belgique en 2020 et la candidature de Bruxelles pour le match d'ouverture sont toujours d'actualité.

En Belgique, on peine cependant désormais à trouver des responsables qui y croient encore. Alain Courtois, échevin MR des Sports à la Ville de Bruxelles, et cheville ouvrière du projet n'a pas souhaité faire de commentaire. Le collège communal devrait se prononcer ce jeudi sur la communication de la Ville dans ce dossier qui n'en finit pas de pourrir.

L'Open VLD bruxellois dont le ministre bruxellois Guy Vanhengel est un ardent défenseur du nouveau stade, est sorti du bois mercredi. Avec amertume. "Il devient de plus en plus difficile de maintenir secrète la vraie position de la N-VA: le sabotage d'un dossier emblématique qui peut donner un boost au football belge, à la construction de stades en Flandre et au rayonnement international du pays, de Bruxelles et de la région

métropolitaine", fustige le député régional libéral Stefan Cornelis.

Le gouvernement bruxellois qui, en 2013, avait statué sur le parking C comme localisation du nouveau stade reste muet pour l'instant. Au MR, le scepticisme s'est installé. "C'est devenu le dossier de deux hommes, Alain Courtois et Yvan Mayeur, glisse un libéral bruxellois. A part eux, plus personne n'y croit. A-t-on vraiment besoin d'un stade de 300 millions pour trois matches de coupe d'Europe ?"

Anderlecht ne pourrait pas jouer dans le Baudouin

Dans le même temps, la perspective d'une rénovation du stade Roi Baudouin apparaît d'autant plus improbable qu'aucun club ne pourrait y jouer. Cela en vertu du contrat de réurbanisation du Heysel, conclu avec le privé (le projet Neo). Le Sporting d'Anderlecht, qui s'est lui aussi désolidarisé du projet Eurostadium, ne pourrait pas investir le Baudouin tous les 15 jours, confirme l'échevin bruxellois Philippe Close (PS). Dès lors, il est difficile d'imaginer quiconque se lancer dans une rénovation à plusieurs centaines de millions d'euros sans l'assurance des rentrées financières d'un club résident. Rappelons que la Ville de Bruxelles a déjà investi plus de 1,5 million d'euros dans la préparation du dossier "stade".

M. Co.

"Il devient de plus en plus difficile de maintenir secrète la vraie position de la N-VA: le sabotage d'un dossier emblématique."

Stefan Cornelis
Député bruxellois
(Open VLD)